Burkina Faso / Dénouement dans l'affaire «mosquée de Panzani» : La légalité a t-elle été sacrifiée sous l'autel de la cohésion sociale?

Page 18



L'Algérie va imposer des restrictions aux manifestations de rue

Page 9

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du jeudi 13 mai 2021

7 jrs/7

N°1623 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Ghana : Le pays se prépare à faire face aux attaques terroristes qui affectent déjà la sous-région

Page 7



Quotidien Numérique d'Afrique
Version WhatsApp

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Cameroun : les tradi-praticiens veulent planter 1 million d'arbres thérapeutiques

Page 2

CAMEROUN

Les tradi-praticiens veulent planter 1 million d'arbres thérapeutiques

L'OMS a indiqué que 80% d'Africains utilisent des médicaments traditionnels pour se soigner. Des actions supplémentaires restent cependant nécessaires pour exploiter le plein potentiel de ces pratiques de soins endogènes révèle l'agence Ecofin. Une préoccupation partagée par les promoteurs de la médecine traditionnelle au Cameroun qui ont pris l'initiative de planter environ un million d'arbres thérapeutiques.



Le gouvernement exprime plus souvent son intérêt pour le développement de la médecine traditionnelle et de sa disposition à accompagner son émergence au Cameroun



La médecine par les plantes malgré ses avancées en Afrique continue de faire face à des critiques sur son efficacité

L'implémentation du projet des médecins, chercheurs et tradi-praticiens du Cameroun de planter 1 million d'arbres entre 2021 et 2025 commencera par Nomayos, une localité située non loin de Yaoundé. Nomayos à elle seule recevra 30 000 arbres. « Nous allons planter des arbres et invitons les institutions à nous accompagner, car cela coûte cher. Lorsqu'on vous propose un médicament traditionnel amélioré au prix de 5000 FCFA *par exemple, il faut savoir que l'accès aux plantes n'est pas gratuit. Voilà pourquoi nous allons planter des arbres médicinaux pour pallier le manque de matière première »,* a expliqué Marlyse Peyou, biochimiste, lors de la présentation du projet le 1er mai 2021 à Yaoundé.

« Le gouvernement se met aux côtés du consortium des médecins, chercheurs et *tradi-praticiens pour les accompagner dans cette initiative qui est la bienvenue »,* assure le représentant du gouverneur de la région du Centre.

La suite à la page 3

CÔTE D'IVOIRE

La suite de la page 2

80% des populations vivant en zone rurale dépendent de la médecine traditionnelle

L'Assemblée nationale a tenu une plénière spéciale dédiée à la médecine traditionnelle et qui visait la modernisation, la codification et finalement la valorisation de la médecine traditionnelle pour en faire un support complémentaire à l'offre de santé nationale. En effet, l'initiative de l'Assemblée nationale intervient en pleine pandémie de Covid-19, qui a eu le don de sortir la médecine traditionnelle de l'ornière. En effet, nombre de ses spécialistes ont mis au point des thérapies à base de plantes médicinales réputées efficaces contre le coronavirus. C'est le cas de Mgr Samuel Kleda, archevêque métropolitain de Douala, qui réclame avoir déjà soigné des milliers de malades atteints de Covid-19. L'Organisation mondiale de la santé estime par exemple que près de 80% des populations vivant en zone rurale dépendent de cette forme de médecine.

Pierre Oued.

Des opposants au retour de Gbagbo dans les rues d'Abidjan



Manifestation contre le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire

En Côte d'ivoire, des manifestants étaient devant le palais de justice d'Abidjan lundi 10 mai 2021, pour protester contre le retour dans le pays de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo. Ce dernier a été acquitté le 31 mars dernier par la justice internationale de crimes contre l›humanité.

Le souvenir des pertes en vies humaines survenues lors de la crise post-électorale de 2010 en Côte d'ivoire hante toujours les esprits. L'annonce du retour de l'ex-président Laurent Gbagbo semble avoir fait resurgir les moments douloureux où quelques 3 000 personnes sont mortes. Certaines victimes ou proches de victimes ne pardonnent toujours pas Laurent Gbagbo pour son rôle dans la crise. En témoigne la manifestation organisée lundi à Abidjan pour protester contre le retour en Côte d'Ivoire de l'ex-président ivoirien, après son acquittement le 31 mars par la justice internationale de crimes contre l'humanité. L'appel à manifester a été lancé par le Collectif des victimes de Côte

La suite à la page 4

CÔTE D'IVOIRE

La suite de la page 3



"Gbagbo nous a tués", le slogan des manifestants

d'Ivoire (CVCI) pendant la crise post-électorale de 2010-2011.

"Gbagbo nous a tués"

A en croire le média Africanews qui a rapporté l'information, les manifestants, dont de nombreuses femmes, ont brandi devant le palais de justice des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Gbagbo nous a tués", ou "Nous allons accueillir Gbagbo de notre façon". "Nous avons mis en place une comité d'accueil de Laurent Gbagbo pour que les décisions de sa condamnation à 20 ans de prison en Côte d'Ivoire soient exécutées", a déclaré, à la presse Issiaka Diaby,président du CVCI, qualifiant Laurent Gbagbo de criminel qui doit être livré à la police, selon notre source.



Acquitté par la CPI, Laurent Gbagbo est condamné en Côte d'Ivoire pour le braquage de la Banques centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Certes l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo a été acquitté par la Cour pénale internationale (CPI) de crimes contre l'humanité, cependant, il reste sous le coup d'une condamnation en Côte d'Ivoire à 20 ans de prison pour le braquage de la Banques centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) commis à cette époque. Le président Alassane Ouattara n'avait pas mentionné cette condamnation de Laurent Gbagbo, lorsqu'il annonçait que ce dernier était libre de rentrer au pays. Reste à savoir si l'ancien président sera mis aux arrêts à sonn arrivée sur le territoire ivoirien ou sera-t-il blanchi totalement ?

Line Rose

CÔTE D'IVOIRE

Trafic : La police sauve 68 enfants travaillant dans des plantations de cacao

La police ivoirienne a secouru 68 enfants travaillant dans des plantations de cacao, dont la plupart ont été envoyés du Burkina Faso voisin, ont indiqué les autorités.



Le trafic d'enfants dans les plantations de cacao a la peau dure en Côte d'Ivoire



Selon les autorités, d'autres opérations seront menées dans d'autres régions dans les mois à venir

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao et compte près d'un million d'enfants qui travaillent dans le secteur malgré des années d'efforts pour mettre fin au travail des enfants selon Reuters. Dans un centre de soins de la région sud-ouest de Soubré, l'un des enfants secourus a déclaré à Reuters que son père l'avait amené du Burkina Faso à l'âge de 13 ans pour travailler dans la plantation de cacao de son oncle et l'avait laissé là-bas. «Je travaille dans le cacao depuis deux ans, depuis que je suis arrivé en Côte d'Ivoire», a précisé Nounfo, qui a été retrouvé par la police en train de fendre des cabosses de cacao avec une machette. Selon la police, les liens familiaux de Nounfo n'étaient pas clairs pour le prétendu oncle qui faisait partie des 25 trafiquants présumés arrêtés et qui risquent maintenant jusqu'à 10 ans de prison.

Le manque de financement entrave les opérations sur le terrain

Depuis un certain temps,

La suite à la page 6

SANTE

La suite de la page 5

les autorités ivoiriennes prennent à bras le corps le problème du trafic d'enfants dans les plantations de cacao, ça y va de son intérêt. En effet, la question pourrait peser sur les exportations vers l'Union européenne, qui envisage de nouvelles lois pour interdire l'importation de produits liés aux violations des droits de l'homme. Il faut noter que l'opération qui a impliqué une centaine de policiers jeudi et vendredi derniers, était la première depuis 2014 à Soubré, au cœur de la ceinture de cacao. Pour le commissaire de police en charge de l'unité spéciale sur le travail des enfants, Luc Zaka, le manque de financement entrave toutefois leurs actions sur le terrain. «Nous n'avons pas les moyens d'être plus efficaces et d'atteindre les résultats escomptés, mais chaque fois que nous sommes sur le terrain, nous parvenons à sauver des enfants et à arrêter des suspects», s'est-il confié à Reuters.

Pierre Oued.

Covid-19 : la Tunisie en manque d'oxygène



Les services de réanimation sont presque saturés et les lits d'oxygénothérapie sont exploités à 80 %, selon le ministère de la santé

La Tunisie est au bord de l'asphyxie. Le personnel soignant peine à prendre en charge les malades de la Covid-19 et l'oxygène nécessaire pour les cas les plus graves se fait de plus en plus rare, indique Euronews.

Les hôpitaux tunisiens sont à bout de souffle. Le pays, qui a enregistré en avril un nouveau pic de contaminations et des dizaines de décès quotidiens, a de plus en plus de mal à trouver l'oxygène nécessaire pour les cas les plus graves. En effet, selon le gouvernement , le système de santé «menaçait de s'écrouler». Et pour se faire, il a décidé vendredi d'imposer un nouveau confinement d'une semaine allant du 9 au 16 mai, et , qui coïncide avec la fin du ramadan, malgré sa réticence à imposer de nouvelles restrictions en pleine crise sociale. Bien que le pays ait installé des hôpitaux de campagne et embauché du personnel soignant, elle a de plus en plus de mal à prendre en charge les malades du Covid-19 et à trouver l'oxygène nécessaire pour

La suite à la page 7

SANTE

La suite de la page 6



Les besoins quotidiens pourraient bientôt atteindre 200 000 litres

les cas les plus graves.

Plus de 500 personnes en soins intensifs.

« Le nombre de patients dans les hôpitaux a presque doublé en seulement un mois. » Résultat : les besoins en oxygène ont dépassé les capacités de production de la Tunisie, qui a dû se tourner vers l'Europe puis, récemment, vers l'Algérie, selon le docteur Amen-Allah Messadi, membre du comité scientifique pour la lutte contre le Covid-19 et chef du service de réanimation de l'hôpital de Ben Arous qui a dépeint la gravité de la situation à l'AFP. Les deux producteurs d'oxygène en Tunisie que sont Air Liquide et Linde Gas, produisent à eux deux environ 100 000 litres par jour mais les hôpitaux ont actuellement besoin de 170 000 litres. Trouver ces 70 000 litres manquants représente un défi quotidien. En avril, la Tunisie a enregistré un nouveau pic de contaminations à la Covid-19, et des dizaines de décès quotidiens. Ce pays de 12 millions d'habitants a recensé plus de 321 000 cas positifs, pour plus de 11 400 décès. Plus de 500 personnes se trouvent actuellement en soins intensifs.

Pierre Oued.

Ghana : Le pays se prépare à faire face aux attaques terroristes qui affectent déjà la sous-région

L'insécurité liée aux attaques terroristes au Sahel a fini par inquiéter les pays du Golf de guinée en Afrique occidentale. La présence la plus proche de ces pays de ces cellules terroristes qui se trouve être au sud du Burkina Faso inquiète les États frontaliers que sont le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana. C'est ainsi que le Ghana approfondit sa coopération militaire avec Paris. Une quarantaine de soldats issus des unités d'élite du pays viennent de suivre une formation au combat urbain, dispensée par les Éléments français stationnés au Sénégal (EFS), selon RFI.

Un groupe de soldats a bénéficié d'une formation des Éléments français au

La suite à la page 8

GHANA

La suite de la page 7



L'expérience sahélienne prouve que pour prévenir la contagion jihadiste, la réponse ne peut pas être uniquement sécuritaire mais aussi instaurer un cadre de dialogue au niveau communautaire



La montée du terrorisme est une menace qu'il faut anticiper selon le sergent-chef Delali des forces armées ghanéennes

Sénégal (EFS), qui sillonnent la région avec pour mission de faire partager leur savoir-faire opérationnel. Le stage grandeur nature de deux semaines s'est déroulé à Asutsuare, à une centaine de kilomètres d'Accra, la capitale ghanéenne, selon RFI qui a pu suivre le stage final.

Dès 2017, le Ghana et ses voisins francophones avaient lancé l'Initiative d'Accra

Il faut noter que la coopération en matière de défense est récente entre le Ghana et la France. Et si le Ghana n'a jamais été visé sur son sol, le risque cependant est réel et les autorités en sont conscientes. En effet, des commandos ghanéens ont déjà été engagés sur la frontière Nord de leur pays ou dans des opérations de maintien de paix de l'ONU, au Mali ou au Liban. Ils savent que demain leur Ghana pourrait être confronté à une attaque jihadiste. Dès 2017, le Ghana et ses voisins francophones notamment le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et Togo avaient lancé l'Initiative d'Accra, un mécanisme destiné à renforcer la coopération. « Les terroristes sont à nos portes et ne nous ne sommes pas confrontés à la menace d'une guerre conventionnelle. La priorité doit être le partage de renseignements avec nos voisins. Nous sommes tous concernés, nous devons échanger les informations. Cela fonctionne, mais cela pourrait être amélioré », estime le lieutenant-colonel Luri, adjoint du conseiller Forces spéciales à l'état-major des armées ghanéennes.

Pierre Oued.

ALGERIE

L'Algérie va imposer des restrictions aux manifestations de rue

L'Algérie interdira toute manifestation qui n'aura pas été approuvée au préalable, selon un communiqué rendu public ce dimanche. Cette décision vise apparemment les manifestations de masse hebdomadaires dénommé le hirak et qui ont contribué à évincer l'ex président vétéran Bouteflika en 2019, révèle Reuters.



Malgré le départ de l'ex-président Bouteflika les manifestants du Hirak sont toujours dans les rues réclamant un changement radical de l'équipe dirigeante



Le non-respect de ces procédures entraînera une violation de la loi selon le ministre de l'Intérieur

Bien que le Hirak a eu raison du régime d'Abdelaziz Bouteflika, les manifestants ont continué d'exiger une purge plus approfondie de l'élite dirigeante, avec à sa tête le président Abdelmadjid Tebboune. Le ministère de l'Intérieuradéclaréquetoutesles manifestations nécessiteraient un permis spécifiant les noms des organisateurs et une heure de début et de fin des manifestations. «Le non-respect de ces procédures entraînera une violation de la loi et de la constitution, qui nient la légitimité de la marche, et il sera nécessaire de la traiter sur cette base», a déclaré le ministère. De telles restrictions, même si des permis étaient accordés, signifieraient nommer des individus spécifiques comme étant officiellement responsables , hors le mouvement de protestation jusqu'ici est sans chef légitime. Certains manifestants pensent que les restrictions visent à mettre fin à toutes les marches de rue. «Ils cherchent des raisons pour justifier toute décision d'interdire les marches», a déclaré Ahmed Badili, membre du mouvement de protestation.

La suite à la page 10

La suite de la page 9

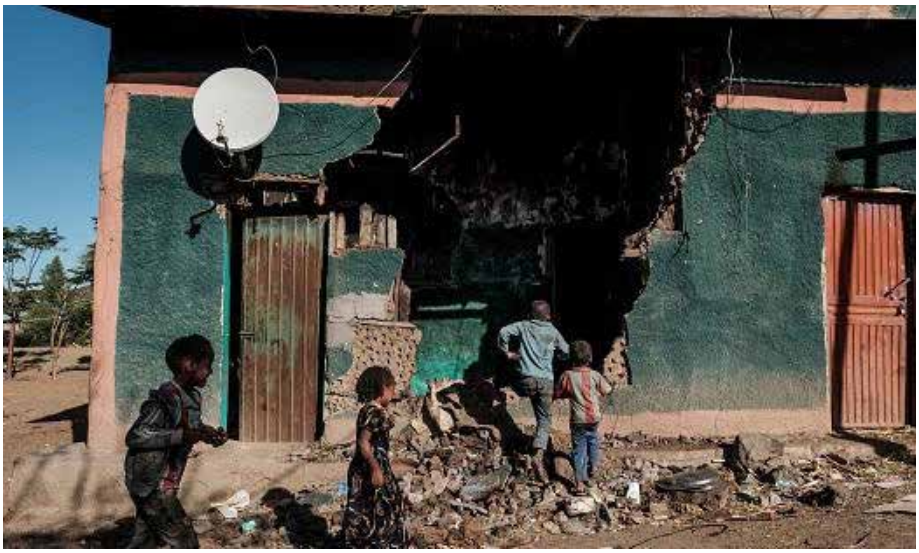
Les élections législatives anticipées du 12 juin en vue

Les mesures entreprises par le ministère de l'intérieur algérien, sont conformes à une clause d'une nouvelle constitution approuvée par les électeurs algériens en novembre de l'année dernière, lors d'un référendum qui n'a attiré que 25% de participation, ce qui oblige les organisateurs à donner des informations à l'avance avant les manifestations. Il faut toutefois noter que ces restrictions interviennent avant les élections législatives anticipées du 12 juin que le président Abdelmadjid Tebboune, élu en décembre 2019 lors d'un vote boycotté par le mouvement de protestation, a juré qu'elles seraient justes et transparentes. Le mouvement du Hirak est un mouvement de contestation qui voit des milliers de personnes défiler tous les vendredis depuis février 2019 avant son interruption de près d'un an en raison de la pandémie de COVID-19. Les contestataires qui semblent vouloir reprendre le mouvement sont pris de court par cette décision gouvernementale.

Pierre Oued.

ETHIOPIE

L'Ethiopie nie le massacre d'Aksoum, contredisant des rapports indépendants



L'Ethiopie nie le massacre d'Aksoum, au Tigré

L'Ethiopie nie toujours tout massacre de civils à Aksoum au Tigré. Lundi 10 mai, le procureur adjoint, Fikadu Tsega a affirmé que la grande majorité des personnes tuées fin novembre à Aksoum étaient des combattants, et non des civils.

Les autorités éthiopiennes nient en bloc tout massacre perpétré à Aksoum au Tigré. Lors d'une conférence de presse tenue lundi, les autorités ont présenté leurs premières conclusions officielles, contredisant plusieurs rapports indépendants évoquant un massacre de centaines de personnes commis par des soldats érythréens. A en croire le procureur général adjoint Fikadu Tsega, les Érythréens ont tué 93 personnes dans d'«intenses combats» contre des forces loyales au Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), parti qui dirigeait jusqu'à récemment la région. «Il a été établi que la grande majorité de ceux tués lors dudit incident, bien qu'ils n'étaient pas en uniforme, étaient des membres des forces du TPLF qui combattaient les forces érythréennes. Ces forces du TPLF sont ensuite retournées dans la ville et ont attaqué les civils dans les rues. D'après notre enquête,

La suite à la page 11

ETHIOPIE

La suite de la page 10



Amnesty International a accusé l'armée Érythréenne de crime de guerre au Tigré

93 personnes ont été tuées au cours de ces combats» , a déclaré Fikadu Tsega, cité par Africanews. La présence de soldats Érythréens au Tigré a pourtant longtemps été niée par le gouvernement fédéral.

Contradiction avec des rapports indépendants

Les conclusions des autorités éthiopiennes sur le massacre d'Aksoum prennent à rebours les rapports de plusieurs ONG de défense des droits de l'homme dont Amnesty International , Human Rights Watch et la Commission éthiopienne des Droits de l'Homme. Selon cette dernière instance, plus d'une centaine de civils non-armés ont été exécutés par des soldats venus d'Érythrée. "Les troupes érythréennes qui combattent dans l'État du Tigré en Éthiopie ont tué de manière systématique des centaines de civils non armés dans la ville d'Aksoum, située dans le nord du pays, les 28 et 29 novembre 2020, ouvrant le feu dans les rues et fouillant toutes les maisons, lors d'un massacre qui s'apparente à un crime contre l'humanité" a écrit Amnesty International dans un nouveau rapport publié le 26 février 2021.

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a lancé le 4 novembre 2020 une opération militaire contre les autorités du Tigré , issues du TPLF, qu'il accuse d'avoir attaqué deux bases de l'armée fédérale dans la région. Il avait promis que les combats seraient brefs, mais ces derniers perdurent et de nombreuses voix se sont élevées pour alerter sur la situation humanitaire au Tigré.

Line Rose

L'ONU met en garde contre de graves inondations en Somalie

Au moins 25 personnes ont été tuées au cours des sept derniers jours en raison des fortes pluies qui ont frappé plusieurs régions de la Somalie, a annoncé dimanche l'agence humanitaire des Nations Unies dans un communiqué relayé par l'agence chinoise Xinhua.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mis en garde précédemment contre un risque élevé d'inondations graves en Somalie en raison de la montée du niveau des rivières. Selon le bulletin de la FAO sur la gestion de l'information sur l'eau et les terres en Somalie (FAO-SWALIM) publié samedi à Mogadiscio, au moins 150000 personnes sont exposées à un risque immédiat d'inondations imminentes, car le niveau des rivières dans certaines

La suite à la page 12

SOMALIE

La suite de la page 11



Selon l'ONU, des crues soudaines ont emporté plus de 1 250 têtes de bétail et endommagé des abris dans les zones basses de Ceel Daahir sous le district de Bossaso et de Berri Cad sous Garowe



Une réponse urgente et collective était nécessaire pour réduire le risque pour les vies humaines et les moyens de subsistance

parties du pays continue d'augmenter en raison des pluies torrentielles, nous indique l' Agence de presse du Ghana. Parmi les 25 personnes mortes suite aux inondations de ces derniers jours, figurent 14 enfants et sept personnes déplacées à l'intérieur du pays selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Toujours selon le Bureau, les inondations fluviales ont touché environ 25 000 personnes dans 15 villages de Jowhar dans la région de Middle Shabelle, déplaçant des personnes dans huit villages et inondant des fermes.

Débordement de la crête du chenal prévu du 10 au 13 mai

Ezana Kassa, chef du programme de la FAO en Somalie, a déclaré dans un communiqué qu'il était temps d'agir pour assurer la sécurité et le bien-être des personnes qui seront affectées par cette inondation sans précédent. En effet, la Somalie Water and Land Information Management (SWALIM) gérée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a averti samedi d'un danger imminent d'inondations potentiellement sans précédent attendues le long de la rivière Shabelle dans les prochains jours et du souci de sécurité et de bien-être des les gens à Beledweyne et le long de la rivière. La FAO déclare que le débordement de la crête du chenal est prévu du 10 au 13 mai le long de la rivière Shabelle, en particulier dans les régions de Hiran et de Middle Shabelle, affectant à la fois les communautés urbaines et rurales.

Pierre Oued.

SOCIETE

Plus de 1400 migrants arrivent à Lampedusa en Italie

Quinze bateaux remplis de centaines de migrants ont atterri dimanche sur l'île de Lampedusa, dans le sud de l'Italie, et les responsables ont déclaré qu'ils s'attendaient à ce que le nombre augmente avec l'amélioration du temps, selon Voice of America.



Environ 11000 migrants ont débarqué sur les côtes italiennes entre le début de 2021 et le 7 mai



Certains des bateaux ont été interceptés au large de Lampedusa par la police fiscale italienne

Cette arrivée massive a étonné plus d'un sur l'île italienne. En effet, selon le maire, les passeurs et trafiquants d'êtres humains exploitaient une mer calme avec un temps chaud pour lancer plusieurs navires pour la traversée. Ce qui est différent dans ce cas de figure. Plus de 1400 personnes sont descendues des navires sur l'île méditerranéenne, l'un des principaux points de débarquement pour les personnes essayant d'entrer en Europe, a déclaré l'agence de presse ANSA. «Les arrivées de migrants reprennent parallèlement au beau temps», a déclaré le maire de Lampedusa, Toto Martello, à la chaîne publique RAI. «Nous devons reprendre les discussions sur la question de l'immigration.» Il a appelé le premier ministre Mario Draghi à mettre la migration à l'ordre du jour alors même que le gouvernement est fortement concentré sur l'orientation économique de l'Italie et le rétablissement social de la pandémie de COVID-19.

La question des migrants divise toujours fortement les gouvernements européens.

Au moins neuf bateaux remplis de migrants ont débarqué sur l'île, qui dispose d'un centre de traitement initial pour les migrants arrivant à terre et

La suite à la page 14

TCHAD

La suite de la page 13

demandant l'asile. L'île, qui vit du tourisme et de la pêche, est plus proche de l'Afrique du Nord que du continent italien. Un journal en Sicile, Il Giornale di Sicilia, a déclaré qu'ils étaient arrivés sur des bateaux en bois ou en métal. De nombreux migrants seraient originaires du Bangladesh et de Tunisie. La plupart de ceux qui atteignaient Lampedusa étaient des hommes, mais il y avait des femmes et des enfants, y compris un nouveau-né, selon le journal. Bien que les chiffres soient en baisse en ce qui concerne les migrants, et ce depuis 2015, la question divise toujours fortement les gouvernements européens et a alimenté le sentiment et les partis anti-immigration à travers le continent. Matteo Salvini, le chef du parti d'extrême droite de la Ligue italienne, a appelé le Premier ministre Mario Draghi à s'attaquer au problème. «Avec des millions d'Italiens confrontés à des difficultés, nous ne pouvons pas nous occuper de milliers de migrants illégaux», a-t-il écrit sur Twitter.

Pierre Oued.

L'armée annonce la fin de la guerre contre les rebelles du FACT



L'armée tchadienne avait déjà bombardé les rebelles du nord pour arrêter une avancée sur la capitale N'Djamena, à la suite des funérailles du président Idriss Deby

L'armée tchadienne a revendiqué la victoire dimanche dans sa bataille de plusieurs semaines avec les rebelles du FACT du nord. C'est au cours de ce conflit que le président Marechal Idriss Déby avait été touché au front et succombera de ses blessures.

L'armée tchadienne revendique la victoire contre les rebelles du nord après une longue bataille. Cependant, le groupe rebelle Front for Change and Concord in Chad (FACT) a déclaré qu'il n'était pas au courant de la fin des combats. Le groupe «fera des commentaires lorsqu'il disposera d'informations fiables et crédibles», a déclaré un porte-parole de FACT. Néanmoins les foules dans la capitale N'Djamena ont applaudi dimanche alors que les soldats revenaient de la ligne de front dans une colonne de chars et de véhicules blindés. «Le retour triomphant de l'armée à la caserne aujourd'hui annonce la fin des opérations et la victoire du Tchad», a déclaré à la presse le chef d›état-major de l›armée, Abakar Abdelkerim Daoud. Dans une base militaire de N'Djamena, des dizaines de rebelles capturés se sont assis par terre, exposés à la presse.

La suite à la page 15

SOCIETE

La suite de la page 14



Le Général de corps d'armée Abakar Abdelkerim Daoud s'est réjoui de la victoire de l'armée sur les mercenaires

156 rebelles capturés dans le Nord Kanem

Les combattants de FACT ont traversé la frontière libyenne en avril pour prendre position contre Déby, dont ils se sont opposés au règne de 30 ans . Sa mort, lors de la visite des troupes a plongé le pays dans la crise. Samedi, les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation contre le conseil militaire au pouvoir. Le conseil, dirigé par le fils de Déby, Mahamat Idriss Itno, a pris le pouvoir après la mort de son géniteur, promettant de superviser une transition de 18 mois vers les élections. Le chef d'état-major général des Armées, le général de corps d'armée Abakar Abdelkerim Daoud, qui a supervisé ces derniers jours les opérations de ratissage, a assuré que tout rentrait dans l'ordre. L'armée a, en outre, annoncé avoir capturé 156 rebelles et saisi 17 véhicules et cinq armes lourdes. lors des opérations menées dans le Nord Kanem.

Pierre Oued.

Violence à Jérusalem Est : l'Afrique du Nord solidaire des palestiniens



Plusieurs pays arabes de l'Afrique du Nord ont déclaré leur soutien aux Palestiniens, alors que l'escalade de violence se poursuivait à Jérusalem-Est entre Palestiniens et la police israélienne. Importante manifestation au Maroc en solidarité avec les Palestiniens

Le ministère égyptien des Affaires étrangères a condamné «fermement la nouvelle incursion des forces israéliennes dans la Mosquée Al-Aqsa». Le Soudan a qualifié les mesures prises contre les Palestiniens à Jérusalem de «répression» et d'»action coercitive», et exhorté le gouvernement israélien à «s'abstenir de prendre des mesures unilatérales diminuant les chances d'une reprise des négociations de paix». L'Algérie a également condamné dimanche les «attaques racistes et extrémistes enregistrées dans la ville occupée d'Al-Qods (Jérusalem en arabe) contre des civils palestiniens et leur privation de liberté de culte dans la mosquée Al-Aqsa». Des Marocains ont manifesté dans la capitale Rabat lundi 10 mai en soutien aux Palestiniens, alors que l'escalade de violence se poursuivait à Jérusalem-

La suite à la page 16

SOCIETE

La suite de la page 15



Les violentes manifestations continuent d'opposer policiers israéliens aux manifestants palestiniens

Est. Les manifestants ont scandé des slogans contre la normalisation des relations entre Israël et le Maroc, la qualifiant de «trahison». En effet, cette tension intervient après que plusieurs pays arabes aient décidé de normaliser leur relation avec l'Etat hébreux, sous la houlette de Washington.

Origine de la tension

Les tensions sont vives depuis plusieurs semaines à Jérusalem, mais aussi en Cisjordanie, autre territoire palestinien occupé par Israël. Les Palestiniens manifestent contre les restrictions d'accès imposées par Israël à certains secteurs durant le ramadan et la possible éviction de Palestiniens du quartier de Cheikh Jarrah au profit de colons juifs. Depuis le 7 mai dernier, des manifestations se sont terminées en affrontements entre la police israélienne et des Palestiniens, sur l'esplanade des Mosquées (le troisième lieu saint de l'islam, aussi nommé Mont du Temple par les juifs). Une audience clé de la Cour suprême dans cette affaire devait se tenir ce lundi 10 mai, mais a été reportée « à la lumière du contexte actuel », a indiqué la justice.

Les heurts se poursuivent, faisant des centaines de blessés.

La communauté internationale, inquiète de cette nouvelle tension, a appelé au calme et à la retenue.

Line Rose

Burkina Faso : La loi de finance rectificative 2021 adoptée par l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale du Burkina Faso a tenu une plénière ce mardi 11 mai 2021. Principal ordre du jour: examen et vote de la Loi de Finance Rectificative (LFR). La nouvelle loi a été adoptée par les députés présents à l'hémicycle**.**

Le ministre des finances, Lassané Kaboré et la ministre déléguée Clémentine Yaka, étaient devant les députés ce mardi 11 mai 2021 pour défendre le projet de loi portant LFR 2021. C'est une loi qui selon le gouvernement, prend en compte <<les réaménagements d'ordre technique opérés dans le récent gouvernement>>. Selon Clémentine Yaka, cette nouvelle loi a été élaborée pour tenir compte de la nouvelle configuration de l'actuel gouvernement et mettre à la disposition des nouveaux départements ministériels,

La suite à la page 17

BURKINA FASO

La suite de la page 16



La ministre déléguée, Clémentine Yaka a tenu à apporter quelques précisons à propos de cette loi de finance rectificative



La LFR a été accueillie favorablement par la majorité des députés

les ressources nécessaires pour leur fonctionnement. Selon elle toujours, cette loi est une aubaine pour certains ministères de faire des réajustements indispensables. Par ailleurs, le gouvernement a revu à la hausse les prévisions budgétaires en matière de recettes; toute chose qui a permis d'augmenter les recettes ordinaires des principales régies de recettes que sont les impôts et le trésor public. Ainsi les impôts ont des prévisions révisées additionnelles de 12,5 milliards et 5,5 milliards pour le trésor public. Ces ressources, aux dires de Clémentine Yaka, seront affectées à des secteurs prioritaires. De même l'épargne budgétaire qui à l'initial, était de 24 milliards, passe désormais à 35 milliards sous la présente LFR.

La géolocalisation des entreprises nouvellement crées, inscrite dans la présente LFR, dans le but de faciliter le recouvrement des impôts, sonne pour le gouvernement comme une <<légalisation d›une mesure fiscale qui existait déjà>>.

Il faut retenir qu'à l'initial, les recettes étaient de 2.110 milliards mais avec la présente LFR, des prévisions de 2.131 milliards sont attendues. A propos des dépenses, de 2.651 milliards sous la coupe de la loi initiale, celles-ci passent à 2.672 milliards avec la rectification.

Soumis à l'approbation des députés, sur 106 votants, 20 se sont abstenus et 106 ont été favorables à cette loi. La LFR 2021 a donc été votée à la majorité de l'assemblée.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Dénouement dans l'affaire «mosquée de Panzani» : La légalité a t-elle été sacrifiée sous l'autel de la cohésion sociale?

Si il y a un sujet qui a le plus défrayé la chronique ces derniers mois au Burkina, c'est celui dit de la mosquée de Panzani. A l'origine de cette affaire, c'est la destruction d'une mosquée érigée sur un terrain querellé à Panzani, dans un quartier périphérique de Ouagadougou. Cette destruction qui a suscité un tollé au sein des musulmans a connu son «épilogue» la semaine écoulée.



La mosquée de Panzani a été démolie suite à une décision judiciaire

Le 7 septembre 2020, par voie d'huissier et conformément à une décision judiciaire du 10 juin de la même année, une mosquée est démolie à Panzani, un quartier situé à la sortie nord à l'arrondissement 9 de Ouagadougou. Cette destruction est le dénouement d'un long marathon judiciaire qui opposait Moussa Guigma (M.G), l'occupant des lieux au moment de la destruction et Jacques Ouedraogo (J.O), le propriétaire "légal". En effet ce terrain litigieux, mesurant plus de 8.000 m² et sur lequel M.G avait déjà érigé des édifices religieux, était querellé par les deux hommes, chacun prétendant être le propriétaire légal. Portée devant les juridictions compétentes, cette affaire connaîtra une issue judiciaire: M.G est dépossédé du terrain au profit de J.O et du même coup, la justice ordonne la démolition des édifices déjà réalisés. Cette démolition opérée va susciter une avalanche de réactions parfois acerbes au sein de la communauté musulmane. Au lendemain de la démolition, soit le 17 septembre 2020, des jeunes se réclamant être des musulmans, au détour d'une conférence de presse, avaient fustigé cette décision judiciaire et proféré des menaces à peine voilées à l'encontre de l'huissier ayant procédé à la destruction. La tension montait, surtout que l'autre prétendant au terrain, J.O, semble appartenir à une autre confession religieuse. Le gouvernement burkinabè, mu certainement par le souci de prôner le vivre-ensemble, va prendre des mesures conservatoires pour dit-il «préserver la paix et la cohésion sociale» dans cette affaire qui prenait des proportions «inquiétantes». Le gouvernement, par la voix du porte-parole du gouvernement d'alors, Rémis Dandjinou, déclare en substance le 23

La suite à la page 19

La suite de la page 18

septembre 2020, que le gouvernement a demandé que lumière soit faite «quelqu' en soit la situation». Par la suite, le gouvernement a décidé du retrait du terrain litigieux le 7 octobre 2020, terrain qui devenait par conséquent une «propriété de l'Etat».

Six mois après, alors qu'on croyait ce litige derrière nous, on assiste à un rebondissement spectaculaire. En effet dans un communiqué rendu officiel, le gouvernement burkinabè décidait de l'«expropriation pour cause d'utilité publique» de ce terrain, de son attribution à la FAIB (Fédération des Associations Islamiques du Burkina) pour usage confessionnel et enfin en guise de compensation, la cession d'un autre terrain à J.O considéré comme propriétaire légal selon le communiqué.

Cette décision gouvernementale va laisser pantois certains analystes. Les magistrats et les avocats du pays ont désapprouvé cette manière de faire du gouvernement. Même au sein des leaders musulmans, cette décision n'a pas fait l'unanimité. Ismael Tiendrebeogo, un jeune Imam très connu déclarait sur sa page facebook ceci: « Panzani: une décision qui interroge et me dérange». S'exprimant sur les ondes de la télé Bf1, Lionel Bilgo, un analyste, juge «très grave» la décision du gouvernement et affirme que les règles de droit ont été guillotinées au profit d'un arrangement belliqueux», ce qui peut ouvrir selon lui des «précédents très graves et très dangereux» pour l'avenir. Pour finir il interpelle le gouvernement à affirmer son autorité car pour lui «on ne dirige pas dans l'émotion mais dans la raison».

Cette affaire dite mosquée de Panzani n'a pas fini de livrer tous ses rebondissements mais l'on est en droit de se poser la question suivante: comment au nom d'un certain "souci de préservation de la paix"cohésion, l'Etat qui est le garant constitutionnel du respect de la règle édictée, vienne à «tordre le cou» à des décisions de justice? Cette façon de faire ne va-t-elle pas créer un ressentiment chez les autres confessions? Toute chose qui, à l'avenir, pourrait mettre en péril cette même cohésion que le gouvernement dit vouloir préserver actuellement.

Abdoul Karim TAPSOBA

RUPTURE DE JEÛNE À LA BASE AÉRIENNE : L'aumônerie militaire musulmane rend hommage à la presse

Les forces armées nationales, à travers l'aumônerie militaire musulmane, ont organisé le 7 mai 2021 à la base aérienne de Ouagadougou une rupture de jeûne collective à l'intention des journalistes au cours de laquelle elles leur ont rendu hommage. A l'occasion, l'aumônier militaire principal, Cheick Aboubacar Compaoré, a salué la contribution de la presse nationale par l'offre d'informations saines pour informer l'opinion publique et soutenir les efforts de guerre des Forces de défense et de sécurité (FDS).

L'aumônier principal militaire musulman a fait un tour d'horizon des attaques meurtrières terroristes subies par le Burkina, depuis le 9 octobre 2020 date à laquelle la gendarmerie de Samurogouan a été attaquée, jusqu'à l'attaque du 27 avril dans la province de la Kompienga au cours

La suite à la page 20

La suite de la page 19



Face aux attaques des groupes jihadistes dans le nord et l'est du Burkina Faso depuis 2015, les forces de défenses sont engagés sur le front. (photo d'illustration)

de laquelle des journalistes occidentaux ont trouvé la mort. Six longues années durant lesquelles les FDS du Burkina ont lutté contre la pieuvre terroriste, 6 ans de lutte contre le terrorisme par les médias, selon l'aumônier militaire principal musulman. "A travers vos écrans, vos micros, plumes et internet, vous avez contribué à apporter l'information juste aux populations sur le phénomène du terrorisme, souvent au péril de votre vie", a relevé Cheick Aboubacar Compaoré. C'est en signe de reconnaissance de tous ces efforts de la presse à l'institution militaire, aux FDS en gros, que l'aumônerie militaire a organisé cette cérémonie d'hommage aux Hommes de médias nationaux et internationaux, à entendre Cheick Aboubacar Compaoré. A titre d'exemple, il a cité la médiatisation des actions de l'Etat, des séances de travail des officiers supérieurs de l'armée avec leurs homologues d'Afrique et d'Europe et des rencontres de différents acteurs impliqués dans la lutte contre le terrorisme, diffusées à travers différents médias.

Le droit du public d'être informé sur les questions d'intérêt général

"Des discours accompagnant des photographies exposent à la fois, chiffres à l'appui,ce qui a déjà été fait et ce qui sera mis en place", a-t-il apprécié, indiquant que les différentes publications ont décrit et montré concrètement les moyens mis en place par le gouvernement, avant d'ajouter que ces actions, souvent accompagnées de photographies ont pour fonction de rassurer sur les capacités gouvernementales dans la lutte antiterroriste.

Le terrorisme ne doit pas affecter l'importance de la liberté d'expression et d'information dans les médias en tant qu'un des fondements essentiels de toute société démocratique, a laissé entendre l'aumônier principal militaire musulman, Cheick Aboubacar Compaoré. Une liberté qui comprend, selon lui, le droit du public d'être informé des questions d'intérêt général, les actes de menaces terroristes et les réponses données par l'Etat et les organisations internationales notamment. Citant le penseur Josef Jarab, l'aumônier a rappelé que "la lutte contre le terrorisme ne devrait pas servir d'excuse aux Etats pour restreindre la liberté de la presse. De leur côté, les journalistes devraient éviter de jouer le jeu des terroristes par une course effrénée à l'information et aux images sensationnelles".

Saluant le professionnalisme, l'abnégation et la bravoure des FDS et des Volontaires pour la défense de la patrie pour qui il a demandé de prier, l'aumônier a exhorté à l'assistance d'avoir aussi une pieuse pensée pour les soldats engagés sur les théâtres d'opexhortés. Les invocations de la miséricorde divine en faveur du pays par l'aumônier , suivies du repas de rupture de jeûne ont mis fin à la cérémonie d'hommage à la presse à la base militaire.

Lonsani SANOGO

RDC


BOURSES D'ETUDES 2021
MBA
• Management des Projets et Programmes
• Suivi Evaluation des Projets et Programmes
• Management des Projets en Santé
• Management des Projets Internationaux
• Management des ONG et des Associations
• Coordination des Projets
www.formationenligne.org
ONLINE TRAINING CENTER
Mention spéciale : toutes les filières sont des
Instituts Sciences Campus et
de la Fédération Européenne des Écoles
02 BP 5805 Ouagadougou 02

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda / Sahara : Le Rwanda vers un soutien au Maroc



Le nouvel Afrik.com nous rapporte ce mercredi 12 mai 2021, que le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, poursuit ses consultations avec ses homologues africains et s'est réuni, par visioconférence, lundi dernier, avec ses homologues du Rwanda, du Congo et du Togo, notamment sur la question du Sahara Occidental. Le ministère marocain des Affaires étrangères, a indiqué dans un communiqué que ces consultations interviennent alors que l'Algérie assure, durant ce mois de mai, la présidence tournante du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Mais le point saillant de ses entretiens est sans aucun doute la réunion avec son homologue rwandais Vincent Biruta. « Nasser Bourita et Vincent Biruta ont décidé d'agir afin que chacun des deux pays soit pour l'autre un point d'ancrage dans la défense des intérêts mutuels aux niveaux régional, continental et international. La nouvelle dynamique politique entre les deux pays a été scellée par les visites du président Paul Kagame, en juin 2016 au Maroc, et du roi Mohammed VI, en octobre de la même année, au Rwanda. Depuis, les contacts entre les deux leaders se sont poursuivis. Pour rappel, le Rwanda reconnaît, depuis 1976, la République arabe sahraouie démocratique.

Zambie : GoviEx récupère le permis minier du projet d'uranium Chirundu



GoviEx Uranium a annoncé le 10 mai que le gouvernement zambien a rétabli son permis minier pour le projet Chirundu, nous rapporte l'Agence ECOFIN du mardi 11 mai 2021. Le document autorisant la compagnie à exploiter les gisements d'uranium de cet actif avait été résilié en juillet dernier, pour des motifs qui demeurent inconnus. GoviEx l'a récupéré, sous réserve de conduire des travaux pour amener Chirundu au stade de l'étude de faisabilité définitive. Pour rappel, Chirundu est composé de cinq gisements au total, dont Njame, Gwabe, Dibwe et Dibwe East. Le projet dénommé anciennement Mutanga a été acquis en 2017 auprès d'African Energy Resources. Selon l'évaluation économique préliminaire réalisée la même année, Chirundu affiche une valeur actuelle nette de 112 millions $ après impôts et un taux de rentabilité interne de 25 %, pour un prix de 58 $ la livre d'uranium.

Des crimes de guerre commis au Liberia en procès en Sierra Leone voisine



Selon Voa-Afrique le procès devant la justice finlandaise de l'ancien chef rebelle Gibril Massaquoi pour des crimes de guerre commis au Liberia est entré mardi dans une nouvelle phase avec les premières auditions de témoins à Freetown, la capitale de la Sierra Leone. Son procès s'est ouvert début février en Finlande, où il vit depuis 2008 et où il a été arrêté en mars 2020 après la mobilisation d'ONG, en vertu de la législation conférant à la justice nationale la faculté

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

de juger des crimes graves commis à l'étranger. La cour s'est ensuite déplacée au Liberia, une première dans un pays où aucun tribunal n'a jusqu'à présent jugé les crimes commis pendant les guerres civiles de 1989-1996 et 1999-2003, marquées par de nombreuses atrocités et qui ont fait 250.000 morts. Les audiences se sont ouvertes mardi dans la matinée dans un lieu tenu secret à Freetown et doivent se poursuivre jusqu'au 19 mai. Le verdict est attendu en septembre au plus tôt.

Soudan : Deux morts lors de commémorations à Khartoum



Deux hommes ont été tués mardi après que les forces de sécurité soudanaises ont tiré à balles réelles et ont fait usage de gaz lacrymogènes sur des manifestants commémorant l'anniversaire d'un raid meurtrier pendant le soulèvement de 2019 dans le pays, ont déclaré des médecins, des groupes de manifestants et des témoins oculaires. Selon La Tribune qui rapporte l'information le mercredi 12 mai 2021, la foule s'était rassemblée dans le centre de Khartoum pour commémorer le deuxième anniversaire, selon le calendrier islamique, de la répression d'un sit-in en 2019. Dans un communiqué publié tôt mercredi matin, l'armée soudanaise a déclaré que deux personnes étaient mortes dans ce qu'elle a appelé des «événements malheureux» alors que des contestataires quittaient les lieux d'une manifestation. Elle a déclaré qu'elle enquêtait et coopérera pleinement avec les autorités judiciaires, notamment en leur remettant toute personne dont l'implication est avérée.

Tunisie: Suspension de la vaccination pendant les jours de l'Aïd



La directrice de la santé de base au ministère de la Santé publique, et membre de la commission nationale de vaccination, Ahlem Gzara a déclaré, dans Sbeh Ennes, que la campagne de vaccination sera suspendue pendant les trois jours de l'Aid 12 , 13 et 14 mai, nous rapporte Mosaique Fm A cet effet, des équipes mobiles ont été envoyées dans les différents gouvernorats pour effectuer des visites dans les maisons de retraite et dans les zones rurales afin de vacciner les personnes âgées et prioritaires, indique notre source. Ahlem Gzara a, par ailleurs , affirmé qu'un lot de 250 mille doses de vaccin Spoutnik arriveront en Tunisie le jeudi 13 Mai 2021, d'autres doses la semaine prochaine.

Cameroun: deux transgenres condamnés à cinq ans de prison

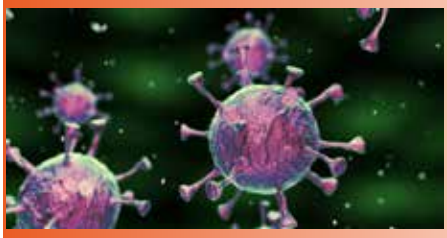


Le tribunal de Douala a requis une peine d'emprisonnement de 5 ans le mardi 11 Mai 2021 contre deux transgenres camerounais pour fait de «tentative d'homosexualité» et «outrage public aux mœurs». Selon le site Africa Radio, il s'agirait de Loïc Djeukam, transgenre connu sur les réseaux sociaux au Cameroun sous le pseudonyme de Shakiro, et de Roland Mouthé alias Patricia emprisonnés depuis février 2021. Me Richard Tamfu, l'un de leur avocat, a déclaré que ses clients « ont aussi écopé d'une amende de 200.000

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

FCFA (300 euros) et des frais de procédure de 22.300 FCFA (33 euros) et risquent un an supplémentaire de prison au cas où ils ne parviennent pas à payer ces sommes», mais entend cependant faire appel de cette décision. Pour rappel, l'homosexualité est une pratique interdite condamnée de peines allant de 6 mois à 5 ans de prison et une amende pouvant aller jusqu'à 200.000 FCFA.

Maroc/Covid19 : les anticorps dureraient au moins 8 mois



Une étude italienne réalisée dans l'hôpital San Raffaelle de Milan en suivant 162 patients positifs au SARS-CoV-2 (67% d'hommes, âge moyen: 63 ans) , parue mardi dans Nature Communications citée par nos confrères du journal L'Economiste note une durée de 8 mois dans le sang des anticorps développés à la suite d'une infection au Covid-19. Ce constat est valable «indépendamment de la gravité de la maladie, de l'âge des patients ou de la présence d'autres pathologies», selon cette étude réalisée par le prestigieux hôpital San Raffaele de Milan en collaboration avec l'Institut supérieur de la Santé (ISS), l'organisme conseillant le gouvernement en matière de santé publique. «La présence des anticorps, bien qu'elle se réduise dans le temps, s'avère très persistante: huit mois après le diagnostic, seulement trois patients» sur les 162 suivis (dont 29 sont décédés) n'étaient plus positifs au test de détection de ces anticorps, ont expliqué dans un communiqué conjoint le San Raffaele et l'ISS relayé par L'Economiste.

Maroc: Pas de prière de l'Aid Al-Fitr dans les Moussalas et les mosquées



Le ministère des Habous et des Affaires islamiques a annoncé dans un communiqué mardi relayé par le MATIN, qu'il a été décidé de ne pas accomplir la Prière de l'Aid Al-Fitr dans les Moussalas et les mosquées, en raison de l'affluence observée à cette occasion et des difficultés de garantir les conditions de distanciation. «Dans le cadre des mesures préventives pour faire face à la pandémie, il a été décidé que la prière de l'Aid Al-Fitr ne sera pas accomplie dans les Moussalas et les mosquées eu égard à l›affluence observée à cette occasion et aux difficultés de garantir les conditions de distanciation», précise le ministère dans le même communiqué.

Zimbabwe: Des responsables d'un gouvernement local devant les tribunaux pour fraude foncière



Quatre fonctionnaires du ministère du gouvernement local ont tous comparu devant le magistrat de Harare Stanford Mambanje accusés de s'être appropriés illégalement de terres à une coopérative d'habitation de Harare (760 hectares de stands résidentiels à Acom Farm) et d'abus de pouvoir selon le site new zimbabwe. com. Les enquêtes menées ont révélé qu'entre 2010 et avril 2011, les quatre auraient été complices et ont écrit un mémorandum au secrétaire permanent recommandant l'attribution de stands résidentiels à Acom sans tenir compte des exigences du

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

manuel de gestion des terres de l'État. Il est allégué qu'ils ont attribué le terrain à des personnes qui ne figuraient pas sur la liste d'attente générale ou sur la liste prioritaire.

Le Gabon membre du Commonwealth dès juin prochain



Le Gabon pourrait adhérer au Commonwealth, l'association des anciennes colonies de l'empire britannique. C'est en tout cas le souhait du président gabonais qui s'est entretenu à ce sujet, le 11 mai à Londres (Royaume-Unis), avec la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland. «Ce serait pour notre pays un tournant historique !», a affirmé Ali Bongo dans un post sur sa page Facebook. «Cette volonté commune pourrait se concrétiser dès le prochain Sommet du Commonwealth à Kigali», a annoncé le chef de l'État gabonais. Cependant selon Gabon Review , l'opportunité de l'adhésion espérée du Gabon à cette organisation suscite déjà un débat.

La Guinée Bissau renouvelle l'appui ferme à une solution politique du différend sur le Sahara marocain



Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, M. Nasser Bourita et la ministre d'Etat des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Communautés, Mme Suzi Carla Barbosa, se sont entretenus, le mardi 11 mai par visioconférence. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la consolidation des liens de solidarité, d'amitié et de coopération fraternelle qui ont toujours existé entre deux pays. Selon Sahara News,lors de cet entretien, les deux ministres ont exalté le niveau atteint des relations de coopération entre leurs pays respectifs. Mme Suzi Carla Barbosa a, pour sa part, renouvelé l'appui ferme de son pays à une solution politique négociée, consensuelle et définitive du différend sur le Sahara marocain et au respect de la décision 693, adoptée au niveau des Chefs d'Etat africains, lors du Sommet de l'Union Africaine de Nouakchott, en juillet 2018, qui a réaffirmé l'exclusivité des Nations Unies en tant que cadre de recherche d'une solution politique, mutuellement acceptable, réaliste, pragmatique et durable à la question du Sahara.

Une embarcation de migrants chavire au large de la Libye, plus de 20 morts présumés



Un migrant a perdu la vie et vingt-trois autres sont présumés morts après le naufrage de leur embarcation au large de la Libye lundi 10 mai, a rapporté le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR). La veille, cinq personnes, dont une femme et un enfant, s'étaient déjà noyées au large de la Libye alors qu'elles tentaient de rejoindre l'Europe. Au moins 45 personnes étaient à bord. Safa Msehli, porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a affirmé que des pêcheurs avaient secouru 40 migrants impliqués dans ce naufrage, qu'ils ont ramenés à terre.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le Togo annonce le recensement de sa diaspora et de ses investisseurs résidant à l'Extérieur



Deux importants projets seront développés cette année 2021 par le Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) via le Guichet Diaspora . Il s'agit du recensement des Togolais de l'Extérieur, et de l'établissement du répertoire des entrepreneurs/ investisseurs résidant à l'étranger. L'information a été dévoilée lundi 10 mai par Robert Dussey, à l'occasion du lancement du Guichet Diaspora selon Togo First , organe qui a pour vocation de servir d'appui technique au Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) en matière de promotion des investissements vers le pays. Le ministre chargé des Togolais de l'Extérieur a précisé que ce projet entre dans le plan d'actions du gouvernement via le HCTE, en droite ligne avec l'objectif de drainer des ressources financières vers le pays.

La Somalie déplore la décision d'interdiction de vols du Kenya



Le gouvernement somalien a déploré mardi la décision du Kenya de suspendre ses vols commerciaux vers Mogadiscio, la capitale de la Somalie. Le ministre somalien des Transports et de l'Aviation civile, Duran Farah, a déclaré à Xinhua que cette décision de Nairobi mettait en danger les relations diplomatiques récemment restaurées entre les deux pays voisins. S'exprimant sur Radio Mogadiscio, M. Farah a précisé qu'il n'y avait pas eu de communications directes entre Mogadiscio et Nairobi sur la décision de ce dernier de suspendre tous ses vols de ligne vers et depuis la Somalie. Selon l'Autorité kényane de l'aviation civile (KCAA), seuls les vols médicaux et humanitaires seront autorisés. Cette décision du Kenya intervient un jour après que la Somalie a annoncé dimanche qu'elle maintiendrait son interdiction sur les importations de khat, une plante traditionnellement utilisée comme stimulant, en provenance du Kenya, malgré la reprise des liens diplomatiques.

Deux ressortissants tanzaniens arrêtés avec 15,6 kg d'héroïne en Inde



Deux ressortissants tanzaniens ont été arrêtés dans le cadre de l'une des plus importantes saisies de stupéfiants en Inde. Les douaniers de l'aéroport de Chennai ont déclaré avoir saisi vendredi 15,6 kg d'héroïne. Suite à une dénonciation, les responsables de l'aéroport étaient en état d'alerte. Un couple tanzanien, Deborah Eliah, 46 ans, et Felix Obadia, 45 ans, arrivés de Johannesburg via Doha, ont été interceptés à la sortie. Les fonctionnaires ont trouvé la contrebande dans leurs bagages. Deborah Eliah se rendait en Inde pour un traitement médical avec son accompagnateur Felix dans un hôpital super spécialisé à Bengaluru avec un visa qui leur avait été accordé sur la base d'une communication de l'hôpital.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Mozambique: Des policiers lourdement armés empêchent la manifestation pacifique d'étudiants



Un groupe d'étudiants de l'Université Eduardo Mondlane s'est réuni ce 11 mai sur la place de l'Indépendance dans la capitale, Maputo, et de là a commencé à marcher vers le parlement pour protester contre les avantages pour les agents parlementaires et les fonctionnaires récemment approuvés par l'Assemblée de la République, rapporte O País. La marche, qui a commencé pacifiquement, est devenue violente lorsque des policiers lourdement armés sont intervenus, au motif que la marche n'était pas autorisée. Malgré le fort contingent de la police, y compris la force canine, les étudiants ont continué leur progression vers l'Assemblée de la République de manière dispersée, et sans chants ni banderoles.

RCA : les casques-bleus de la Minusca sont de retour à Bakouma



Dans le cadre des élections législatives qui auront lieu dimanche 23 mai prochain, plus de 300 casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) sont déployés depuis dimanche matin à Bakouma où ils procèdent à la sécurisation de cette ville située à 130 km au nord de Bangassou, dans la préfecture de Mbomou. L'arrivée de 300 casques bleus appuyés par des blindés s'est faite sans incidents et a été précédée de la restauration, par le génie militaire de la MINUSCA, des ponts liant Bakouma au reste de la préfecture. Ces infrastructures avaient été détruites il y a quelques semaines par les groupes armés coalisés, dont l'UPC, empêchant tout accès de véhicules à la ville. Le déploiement de la Force de la MINUSCA contribuera à la protection de la population et à l'organisation des élections législatives dans cette ville située au sud de la RCA.

Le Kenya interdit les vols vers la Somalie



Le Kenya a interdit tous les vols commerciaux et de fret à destination et en provenance de la Somalie jusqu'en août, bien qu'il ait accepté de rétablir les relations diplomatiques il y a quelques jours à peine. Selon NOTAM - avis aux aviateurs - déposé mardi par l'Autorité kényane de l'aviation civile, le Kenya a suspendu tous ses vols avec la Somalie. Des exceptions seront faites aux vols des Nations Unies, aux vols d'évacuation sanitaire et aux missions humanitaires. Cette annonce surprise fait suite à un dégel des relations entre le Kenya et la Somalie la semaine dernière. La Somalie a déclaré qu'elle rétablissait les relations diplomatiques avec le Kenya voisin après avoir rompu ses relations en décembre.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Ghana : 20% de la population souffre d'une forme de maladie mentale



M. David Naboare, président de l'Association nationale ghanéenne des agents de santé mentale et communautaire, a déclaré lundi qu'environ 20% de la population ghanéenne souffrait de diverses formes de maladies mentales. Il a également indiqué qu'une femme enceinte sur cinq était susceptible de souffrir de maladie mentale pendant ou après l'accouchement. M. Naboare a révélé cela dans un discours commémorant la Journée de la santé mentale maternelle. Selon l'Agence de presse du Ghana, le thème de la célébration de cette journée, célébrée le 5 mai de chaque année, est «investissons, appelons à l'action pour l'investissement et l'équité dans les soins de santé mentale maternelle au Ghana».



Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque viapresse.com Cdiscount

MONKIOSK.com fnac viapress.be

SOGAPRESSE ePresse Cultura

emediaplace France loisirs scopalto

orange Tego

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL
Les éditions Sciences-campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Abdoul Karim TAPSOBA
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 72 07 20 20
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

ANNONCE


BOURSES D'ETUDES 2021
MASTERS
Suivi Evaluation des Projets et Programmes
Management des Projets et Programmes
Gestion Administrative, Comptable et Financière
www.formationenligne.org
Mention spéciale : toutes les filières sont des
Instituts Sciences Campus et
de la Fédération Européenne des Écoles
02 BP 5805 Ouagadougou 02
OTC
ONLINE TRAINING CENTER